

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/301

G/SCM/W/309

4 mars 1996

(96-0774)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'ARGENTINE¹, L'AUSTRALIE², LE
BRESIL³, LE CANADA⁴, LE CHILI⁵, HONG KONG⁶, L'INDE⁷, LE JAPON⁸, LA
COREE⁹, LA MALAISIE¹⁰, LA NOUVELLE-ZELANDE¹¹, LA POLOGNE¹²,
SINGAPOUR¹³, LA THAILANDE¹⁴, LES ETATS-UNIS¹⁵ ET LE
VENEZUELA¹⁶ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS
ET REGLEMENTATIONS DES COMMUNAUTES
EUROPEENNES¹⁷

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 février 1996.

Notification de la législation antidumping CE

Généralités

Questions 1 Argentine, 1 Corée

Il n'y a aucune incompatibilité entre l'Accord antidumping de l'OMC et la législation CE.

Article premier

Produit similaire

Question B.1 Etats-Unis

La législation communautaire portant sur le "produit similaire" est identique à l'article 2.6 de l'Accord.

¹G/ADP/W/71-G/SCM/W/80, ²G/ADP/W/77-G/SCM/W/86, ³G/ADP/W/94-G/SCM/W/103,
⁴G/ADP/W/103-G/SCM/W/112, ⁵G/ADP/W/124-G/SCM/W/133, ⁶G/ADP/W/95-G/SCM/W/104,
⁷G/ADP/W/137-G/SCM/W/144, ⁸G/ADP/W/88-G/SCM/W/97 et G/ADP/W/209-G/SCM/W/219,
⁹G/ADP/W/132-G/SCM/W/141, ¹⁰G/ADP/W/107-G/SCM/W/116, ¹¹G/ADP/W/140-G/SCM/W/147,
¹²G/ADP/W/147-G/SCM/W/154, ¹³G/ADP/W/145-G/SCM/W/152, ¹⁴G/ADP/W/106-G/SCM/W/115,
¹⁵G/ADP/W/72-G/SCM/W/81 + Suppl.1, ¹⁶G/ADP/W/149-G/SCM/W/156.

¹⁷G/ADP/N/1/EEC/1-G/SCM/N/1/EEC/1.

Article 2

Prix d'autres exportateurs

Questions 1 a) et b) Hong Kong, 3 Brésil, 2 Corée, I a) Singapour

L'Accord de l'OMC reflète une préférence pour l'utilisation du prix dans l'établissement de la valeur normale et l'article 2.1 a) du Règlement communautaire est censé refléter cette préférence.

L'article 2.3 c) n'est plus considéré comme nécessaire. Sa suppression ne doit pas être interprétée comme un changement dans la pratique communautaire.

Association et arrangements de compensation

Question 1 Malaisie

Ce peut être lorsqu'on peut démontrer que les coûts et les prix de ces ventes sont les mêmes que pour des parties non liées.

Il peut y avoir d'autres circonstances mais aucune ne vient à l'esprit.

La règle des 5 pour cent et l'expression "situation particulière du marché"

Questions 1 a) Nouvelle-Zélande et b) Chili

Dans l'Accord de l'OMC, l'expression "importance suffisante pour permettre une comparaison valable" n'est pas définie. Le Règlement CE précise simplement qu'elle doit être considérée en fonction de la représentativité des prix concernés pour ces volumes moindres.

La CE n'a aucune expérience de la définition de l'expression "situation particulière du marché".

Période étendue

Question 4 Brésil

L'Accord de l'OMC apparaît relativement précis sur ces termes et la Communauté les appliquera en pleine conformité avec l'Accord.

Opérations de démarrage

Questions 2 Hong Kong, 4 Japon, 1 a) et b) Canada, 1 Venezuela, III a), b) c) Singapour, 1 b) Nouvelle-Zélande

L'expression "opérations de démarrage" n'est pas définie en détail dans l'Accord de l'OMC. A cet égard, la législation CE fournit une définition plus précise qui permettra d'effectuer des ajustements lorsqu'un exportateur, lors de l'introduction d'un nouveau produit, se trouve dans une situation de coûts élevés et de bas volumes de production.

Essentiellement, l'ajustement sera effectué par rapport au volume de production, c'est-à-dire qu'il sera fait usage des coûts applicables lorsqu'un volume raisonnable aura été atteint. Tous les coûts applicables à ce moment seront pris en compte et répartis de façon normale.

Comme son nom l'indique, une "période de démarrage" ne peut aller au-delà d'une partie de la période d'absorption des coûts.

Les situations dans lesquelles la période de démarrage peut s'étendre au-delà de la période d'enquête sont prises en compte dans les négociations du Cycle d'Uruguay portant sur ce point et expliquent l'utilisation dans l'Accord de l'expression "qui peuvent être raisonnablement prises en compte".

Frais d'administration et de commercialisation, frais généraux et bénéfice dans la valeur construite

Questions 3 a), b) et c) Hong Kong, 2 a) et b) Canada, 4 Corée, IV Singapour, 2 et 3 i) et ii) Malaisie, a) Chili

La Communauté calcule le bénéfice pour la valeur construite de la façon visée à l'article 2.2.2 de l'Accord, qui est suffisamment précis pour ne pas requérir d'explication supplémentaire.

Le terme "établi pour" fait simplement référence aux montants "engagés et obtenus" par d'autres exportateurs.

Etant donné que l'article 2.2.2 de l'Accord de l'OMC doit être appliqué en conformité avec le reste de l'article 2, l'expression "opérations commerciales normales" peut s'appliquer à toutes les options visées audit article 2.2.2.

Questions 3 a), b) et c) Hong Kong, 2 a) et b) Canada et 4 Corée, IV Singapour, 3 iii) Malaisie

Il n'y a pas de hiérarchie dans les options visées à l'article 2.2.2 de l'Accord de l'OMC et la même remarque s'applique à la législation CE.

Il est probablement juste de dire que la CE trouvera plus approprié d'utiliser des montants effectivement utilisés pour d'autres producteurs en ce qui concerne le produit soumis à enquête plutôt que d'avoir à établir des montants pour certains produits, à savoir des produits du même secteur commercial ne faisant pas l'objet d'une enquête.

Questions 3 a), b) et c) Hong Kong, 2 a) et b) Canada et 4 Corée

L'expression "opérations commerciales normales" n'apparaît pas à l'article 2.6 i) car les montants concernant d'autres producteurs ou exportateurs auront déjà été calculés en conformité avec l'article 2.2.1 de l'Accord de l'OMC, c'est-à-dire au cours d'opérations commerciales normales.

Prix à l'exportation construit

Question 3.1 Japon

La CE utilise normalement les coûts réels encourus par l'importateur lié lorsqu'elle construit les prix à l'exportation.

En ce qui concerne le bénéfice, le montant réel ne peut être utilisé en raison de l'incidence possible du prix de transfert entre l'exportateur et l'importateur lié. Par conséquent, le montant du bénéfice est calculé sur la base des meilleurs renseignements disponibles.

Ajustements - rabais et remises

Question II a) Singapour

La législation communautaire se conforme à l'Accord de l'OMC à cet égard.

Ajustements - comparaison au stade sortie usine et garanties

Questions 7 Hong Kong, 7 Corée, V Singapour (question sur la comparaison au stade sortie usine)

Les ajustements de la valeur normale seront normalement opérés. Toutefois, dans le cas des frais de transport et frais connexes, ceux-ci seront déduits des deux côtés et ainsi la comparaison sera établie au stade sortie usine.

Dans certains pays, des services de garantie sont imposés par la loi ou bien convenus entre l'acheteur et le vendeur dans les contrats de vente. Ceci signifie simplement que l'ajustement peut être accordé, que ces services soient imposés par contrat ou par la loi.

La CE considère qu'il est approprié de définir les ajustements de cette façon car ceux-ci reflètent les conditions auxquelles le niveau des prix a été convenu et, par conséquent, ce sont ces coûts qui peuvent être réputés avoir affecté la comparabilité des prix.

Ajustements - stade commercial

Questions 5 a), b), c) Hong Kong et 1 Australie, 4 Malaisie

La Communauté considère que l'Accord de l'OMC requiert qu'un ajustement soit opéré au titre des différences de stades commerciaux lorsqu'il est démontré qu'une telle différence existe et qu'elle affecte la comparabilité des prix. La même remarque s'applique à la situation décrite par Hong Kong et l'Australie dans leurs questions 5 a) et 1 respectivement, s'il existe une différence de stade commercial.

Comme pour tous les ajustements, il est conforme au nouvel accord de demander aux exportateurs d'indiquer un problème de stade commercial et de fournir des renseignements à cet égard ainsi que des éléments de preuve sur la façon dont le problème peut être éliminé.

Il est clair qu'une façon de démontrer l'existence de différences constantes et nettes au niveau des fonctions et des prix des vendeurs correspondant aux différents stades commerciaux sur le marché intérieur du pays exportateur est de décrire les différentes fonctions impliquées dans la vente aux différents stades, ainsi que d'indiquer les différents prix appliqués à chaque stade. Dans cet exemple, l'ajustement serait égal à la différence entre les prix appliqués à chaque stade.

En ce qui concerne la question posée par la Malaisie, il est difficile d'envisager des facteurs autres que les fonctions et les prix qui peuvent être utilisés pour identifier des différences de stades commerciaux.

Ajustements - frais indirects

Questions 2.1 Japon, 4 a) et b) Hong Kong, 3 Thaïlande, 5 et 6 Corée, V Singapour, 1 c) Nouvelle-Zélande

La position de la CE est qu'elle établira la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation en totale conformité avec l'article 2.4 de l'Accord de l'OMC.

La Communauté rappelle que la référence aux frais indirects est une référence qui a été faite à plusieurs reprises, au moins par un signataire, au cours des négociations du Cycle d'Uruguay qui se sont conclues sur ce point par l'insertion de l'avant-dernière phrase du paragraphe introductif de l'article 2.4.

Seuls les facteurs qui affectent la comparabilité des prix peuvent être pris en compte.

Ajustements - informer les parties des renseignements nécessaires pour assurer une comparaison équitable

Questions 6 Hong Kong, V Singapour

La CE considère qu'il s'agit d'une question de pratique administrative qui sera appliquée par la Communauté en pleine conformité avec les règles de l'OMC.

Ajustements - fluctuations des taux de change

Question 3 Canada

Il ne peut être raisonnablement répondu à la question posée par le Canada qu'en fonction des circonstances propres à chaque cas d'espèce.

Dumping ciblé

Questions 8 Hong Kong et 1.1, 1.2, 1.3 Japon et 3 Corée, VI Singapour, 5 Malaisie

Les termes "l'ampleur réelle du dumping" font simplement référence au dumping ciblé, qui était l'expression utilisée pour aborder ce problème dans les négociations du Cycle d'Uruguay. Il faut entendre par là qu'il peut y avoir des cas où des méthodes de comparaison de moyenne à moyenne ou transaction par transaction peuvent ne pas être appropriées en présence d'un dumping ciblé. Tout écart par rapport aux méthodes susmentionnées sera expliqué à la fois aux parties concernées et dans les règlements imposant les mesures antidumping.

Article 3

Question 2 Argentine

Il s'agit simplement d'un problème de traduction dans le texte espagnol. Une correction sera faite avec alignement sur le texte anglais.

Examen de la situation de la branche de production

Questions 9 a), b), c) Hong Kong, 5.1 et 5.2 Japon, 2 Australie et B.4 Etats-Unis, 6 Malaisie, 1 Argentine, 8 Corée

L'article 3.4 de l'Accord et l'article 3.5 de la législation CE prévoient que l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée inclut une évaluation de tous les facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de cette branche. Un préjudice passé peut être l'un de ces facteurs influant sur la situation de la branche de production et son inclusion dans la législation CE signifie qu'il peut être examiné. Son inclusion ne signifie pas, cependant, que ce dumping passé sera de quelque façon que ce soit imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping soumises à enquête. Néanmoins, si une branche de production nationale est affaiblie en raison d'un dumping passé, il est pertinent d'en tenir compte lorsqu'on examine l'incidence d'un nouveau dumping sur cette branche.

En ce qui concerne la question B.4 posée par les Etats-Unis, ces autres facteurs pertinents ne peuvent être identifiés qu'à mesure de leur apparition dans des cas spécifiques.

Cumul

Questions B2 et B3 Etats-Unis, et question orale Japon, f) Chili

L'expression "simultanément l'objet d'une enquête" apparaît dans l'Accord.

Concernant le cumul croisé, nous notons que l'Accord ne l'exclut pas expressément.

En plus des prescriptions de l'Accord concernant le "produit similaire" telles qu'elles sont énoncées à l'article 2.6 de l'Accord, nous considérons que les termes "conditions de concurrence" signifient que le produit importé faisant l'objet d'une enquête doit être raisonnablement réputé être en concurrence avec le produit communautaire similaire, que tous deux sont vendus, ou peuvent être vendus, à la même large catégorie de consommateurs ou aux mêmes types de consommateurs.

Menace de préjudice

Question B.5 Etats-Unis

Les règlements n'ont pas uniquement pour objectif de tenir compte de l'effet de dépression des prix ou d'empêchement des hausses de prix concernant le produit similaire.

Article 5

Plaintes

Questions 10 a) et b) Hong Kong, 4 Argentine, 7 Canada, 3 Venezuela, 2 Pologne, e) Chili

En ce qui concerne la question 10 posée par Hong Kong, la CE examinera l'exactitude et l'adéquation de chaque plainte de la même façon dans chaque cas. Cet examen s'appuiera sur les renseignements raisonnablement à la disposition de la Commission, tels que les données relatives aux importations ou d'autres statistiques du marché.

Quant aux termes "éléments de preuve suffisants", il seront interprétés strictement, conformément aux dispositions très détaillées de l'article 5.2 de l'Accord qui est pleinement pris en compte dans l'article 5.2 de la législation CE.

Il n'est pas vraiment nécessaire de reprendre ou d'interpréter ces dispositions qui sont très claires. La Communauté, bien entendu, ne demandera pas aux plaignants de renseignements qui ne sont pas raisonnablement à leur disposition, situation qui est admise par le paragraphe introductif de l'article 5.2.

En ce qui concerne la question 7 posée par le Canada, la disposition a été incluse pour accorder à la branche de production le droit intégral de retirer la plainte s'il y a de bonnes raisons d'agir ainsi.

En ce qui concerne la question 3 posée par le Venezuela, rien n'empêche de présenter une nouvelle demande, bien que l'on soit alors tenu de suivre à nouveau les procédures de plainte, ce qui suppose en outre un autre délai de 45 jours pour acceptation ou rejet.

Si pour une raison quelconque le délai de 45 jours n'est pas respecté, la procédure ne peut être engagée, sauf sur la base d'une nouvelle plainte contenant des éléments de preuve suffisants et d'un nouveau délai de 45 jours. Si la plainte contient des éléments de preuve insuffisants, elle sera officiellement rejetée. De nouveaux renseignements ne pourraient être présentés que dans le contexte d'une nouvelle plainte, et un nouveau délai de 45 jours commencerait alors.

Opposition

Questions 3 Australie et 5 Brésil, 4 et 5 Canada et 2 Venezuela, e) Chili

La Communauté considère qu'il est conforme à l'Accord de définir l'industrie communautaire de la même façon pour ce qui est de la représentativité et de la détermination du dommage.

La réponse aux questions 4 et 5 posées par le Canada est oui dans les deux cas.

En ce qui concerne la question 2 posée par le Venezuela, nous ne pensons pas que l'Accord exige le soutien de 50 pour cent des producteurs de la Communauté, mais de 50 pour cent de ceux qui expriment leur soutien ou leur opposition. De toute façon, le soutien sera déterminé par des consultations avec les producteurs, ou leurs représentants, ou bien par des techniques d'échantillonnage si le nombre des producteurs est élevé.

Mesures régionales

Questions 4 Australie, 22 Malaisie

Il n'est pas possible d'instituer des droits régionaux dans la Communauté.

Critère de définition du volume négligeable

Questions 5 Australie, 6 Brésil, 6 Canada, 8.1 et 8.2 Japon, 1 et 2 Etats-Unis, 2 Nouvelle-Zélande, 23 Malaisie, 3 Argentine, 10 Corée

En ce qui concerne la question 1 posée par les Etats-Unis, nous avons utilisé la consommation de façon à empêcher l'engagement de procédures lorsque le volume des importations est faible.

Le critère lié à la consommation utilisé par la CE pour définir un volume négligeable sera dans la grande majorité des cas plus restrictif (en termes d'engagement de procédures) que le critère de la "part d'importations" spécifié dans l'Accord. Cela est donc pleinement conforme à l'article 5.8 de l'Accord qui en tout cas n'impose pas de règle impérative.

En ce qui concerne la question 8.2 posée par le Japon, nous ne nous attendons pas à ce que ce cas de figure se présente.

La réponse à la question 2 posée par les Etats-Unis est qu'il peut exister des situations exceptionnelles dans lesquelles le critère établi dans l'Accord de l'OMC n'est peut-être pas approprié, raison pour laquelle l'Accord n'exige pas qu'il soit appliqué dans tous les cas.

Notification au pays exportateur de l'intention d'ouvrir une enquête

Question 2 Argentine

Cette notification sera normalement faite approximativement dix jours avant l'ouverture de l'enquête.

Article 6

Délai accordé aux parties pour se faire connaître

Question 5 Argentine

Ce point est visé à l'article 6, paragraphe 2 et paragraphe 5 du Règlement CE.

Information sur les visites de vérification

Question 11 Corée

La CE mettra à disposition l'information sur les vérifications de la façon normale comme l'autorise le Règlement plutôt qu'en communiquant spécifiquement des documents internes.

Période d'enquête

Question 6 Argentine

Les périodes d'enquête sont normalement de 12 mois, et en aucun cas de moins de six mois. Il sera également tenu compte de la période la plus appropriée pour l'exportateur en ce qui concerne son exercice comptable.

Renseignements fournis oralement

Questions 4 1), 2), 3) Thaïlande

Les parties sont toujours invitées à fournir tous les renseignements par écrit.

Parties intéressées

Question d) Chili

Ces droits sont visés aux articles 5.11, à l'article 6.5, 6.6, 6.7 et à l'article 20 de la législation CE.

Communication des documents internes

Question 3 Nouvelle-Zélande

Les documents internes sont confidentiels ou non pertinents et sont mis à la disposition des parties intéressées. Toutefois, cela ne signifie pas que les parties soient de quelque façon que ce soit privées de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers. Ces renseignements sont toujours communiqués.

Demande d'accès aux renseignements non confidentiels

Questions 5 Thaïlande et 4 Venezuela

La CE ne considère pas qu'il soit excessif d'exiger des parties qu'elles formulent par écrit leur demande de prendre connaissance du dossier non confidentiel. Cette exigence tient à des considérations administratives et toute demande faite par une partie intéressée sera acceptée.

La législation CE prévoit bien que les utilisateurs et consommateurs puissent examiner tous les renseignements non confidentiels, et l'article 6.12 est ainsi pleinement appliqué.

Article 7

Mesures provisoires

Questions 7 et 8 Argentine et 5 et 6 Venezuela, 7 Malaisie

La réponse à la question 7 posée par l'Argentine est qu'il s'agit apparemment d'une erreur de traduction dans le texte espagnol. Une correction sera faite avec alignement sur la version anglaise.

En réponse à la question 8 posée par l'Argentine, la CE ne voit aucune contradiction entre sa législation et l'Accord de l'OMC. Dans les cas où une "règle du droit moindre" est systématiquement appliquée, les périodes de quatre et six mois peuvent être remplacées par des périodes de six et neuf mois, ce qui est spécifié dans l'Accord.

Une application d'un droit provisoire pour une durée de neuf mois n'aura pas d'incidence sur l'achèvement en temps utile de l'enquête.

Article 8

Engagements

Question 12 Hong Kong

Les procédures applicables à ces cas sont indiquées à l'article 8, paragraphes 9 et 10.

Question 7 Venezuela

Il s'agit d'une erreur de traduction dans le texte espagnol. Une correction sera faite avec alignement sur la version anglaise.

Question 8 Venezuela

Il s'agit d'une erreur de traduction dans le texte espagnol. Une correction sera faite avec alignement sur la version anglaise.

Question 9 Venezuela

Dans ces circonstances, l'enquête a déjà été menée à son terme, et des droits seront institués sur la base des constatations initiales.

Question 8 Malaisie

Il s'agit d'une obligation énoncée à l'article 12.2.3 de l'Accord de l'OMC.

Article 9

Retrait de plaintes après ouverture d'enquête

Questions 6 Australie, 8 Canada et 13 Hong Kong, 12 Corée, 9 Malaisie

La disposition de l'article 9.1 de la législation CE portant sur le retrait des plaintes ne fait référence qu'au retrait après ouverture de l'enquête. Ce retrait peut faire l'objet d'un examen de l'intérêt communautaire afin d'éviter des situations telles que le retrait intervenant non pas parce que la branche de production nationale ne considère plus ces importations comme un problème important, mais pour quelque autre raison, à savoir la collusion entre la branche de production nationale et l'exportateur.

S'il est jugé que le retrait n'est pas dans l'intérêt de la Communauté, alors la procédure poursuit son cours.

Comité consultatif et Conseil

Question 10 Malaisie

La CE ne considère pas que son processus de prise de décisions retarde indûment les décisions, positives ou négatives.

Clôture de l'enquête pour les exportateurs individuels

Argentine 9, Australie 9, Japon 9, 8 Etats-Unis, 14 Hong Kong et 15 Corée, 11 et 14 Malaisie

La CE considère que lorsqu'elle réexamine une mesure s'appliquant à un pays dans son ensemble, ce réexamen doit porter sur tous les exportateurs de ce pays. A cet égard, la CE estime que les conditions régissant l'ouverture d'un réexamen (par exemple, un accroissement du dumping ou un changement de circonstances) ne sauraient être plus strictes que celles qui s'appliquent à une enquête initiale. Dans de telles circonstances, des exportateurs pour lesquels l'enquête initiale a établi qu'ils ne pratiquaient pas de dumping, peuvent se trouver inclus dans toute enquête de réexamen portant sur

le pays dans son ensemble s'il y a un commencement de preuve d'un accroissement du dumping pour ce pays.

Il doit être tenu compte de ce que l'Accord de l'OMC traite essentiellement des exportations en provenance d'un pays, sauf spécification contraire. Ceci s'applique également aux réexamens.

Clôture lorsque la part d'importations est négligeable

Australie questions 7 et 8, Hong Kong 11, Etats-Unis 3 et 4, 11 Malaisie

La réponse à la question 7 posée par l'Australie est oui, tandis que la réponse à la question 8 est "normalement non".

En réponse à la question 11 posée par Hong Kong, la CE déclare qu'elle n'agira pas en contradiction avec l'Accord.

La réponse à la question 3 posée par les Etats-Unis est que ces dispositions sont applicables aux deux cas de figure et qu'ainsi il n'est pas nécessaire de répondre à la question 4.

En ce qui concerne les questions 11 i) et iii) posées par la Malaisie, la réponse est non. Pour 11 ii), voir ci-dessus.

Article 10

Perception de droits provisoires

Question 10 Australie

L'article 10.2 fait référence au préjudice pris dans le sens défini à l'article 3, ce qui entraîne la nécessité de démontrer un lien de causalité.

La réponse à la seconde partie de la question posée par l'Australie est que le montant du droit provisoire définitivement perçu ne peut être supérieur à celui du dumping ou du préjudice final.

Traitement définitif des droits provisoires

Question 12 Malaisie

Il est évident qu'il faut recalculer le droit provisoire de façon que le trop-perçu soit restitué. Les droits provisoires ou les cautions sont toujours restitués si la conclusion finale est négative.

Rétroactivité

Question 10 Argentine

En fait, l'article 10.4 ii) de la législation CE mentionne un nouvel accroissement substantiel des importations en plus du niveau des importations déterminé au cours de la période d'enquête, qui peut être considéré comme "massif" selon les niveaux en cause.

Article 11

Réexamens en général

Questions 17 Hong Kong et 5 Etats-Unis

En ce qui concerne la question 17 posée par Hong Kong, il est clair, aux termes de l'article 11.7 de la législation CE, que lorsqu'un réexamen intermédiaire est en cours à la fin de la période de cinq ans, cette enquête doit automatiquement être étendue pour inclure également un réexamen au titre de l'expiration des mesures. Les mesures restent en vigueur en attendant la clôture de ce réexamen.

Questions 15 Hong Kong et 13 Corée, 13 Malaisie

L'expression "producteurs communautaires" est simplement employée en reconnaissance du fait que "l'industrie communautaire", au nom de laquelle des mesures ont été imposées, peut ne plus être identique cinq ans plus tard; il peut exister, par exemple, de nouveaux producteurs.

Question 16 Hong Kong

Les utilisateurs et les consommateurs auront les mêmes droits dans le cadre des réexamens que dans celui des enquêtes initiales.

Questions 19 a) et b) Hong Kong

Non.

Réexamens intermédiaires

Question 5 Etats-Unis

N'importe quel élément de preuve d'une modification sensible des circonstances peut provoquer un réexamen intermédiaire au titre de l'accroissement ou de la diminution du dumping.

Question 10 Venezuela

Un réexamen intermédiaire est identique aux réexamens visés à l'article 11.2 de l'Accord de l'OMC.

Réexamens pour les nouveaux exportateurs

Questions 9 Canada et 18 Hong Kong, 14 Corée, VII Singapour, c) Chili

La CE considère que dans le cadre d'un échantillonnage les nouveaux exportateurs ne peuvent pas bénéficier d'un traitement plus favorable que les producteurs qui ont coopéré mais n'ont pas fait l'objet d'un traitement individuel parce qu'ils n'étaient pas inclus dans l'échantillon.

Les enquêtes menées en vertu de l'article 9.5 de l'Accord seront soumises aux mêmes procédures (transparence et notification) que les enquêtes normales.

Réexamens pour restitution

Question 12 Venezuela

Le montant est restitué et les mesures restent en vigueur.

Question VIII Singapour

La Communauté tiendra compte des trois situations visées à l'article 9.3.3 pour examiner s'il y a lieu de procéder à une restitution.

Question 4 Nouvelle-Zélande

Ceci tient à des considérations administratives.

Article 11.10

Question 15 Malaisie

La CE ne voit aucune incompatibilité avec l'Accord.

Article 12

Réexamens pour nouvelle enquête

Questions 1 Brésil et 20 Hong Kong et 7 Etats-Unis, IX Singapour, 9 Corée, 11 Argentine, 16 Malaisie

Le réexamen des prix à l'exportation, ou des valeurs normales si la demande en est faite, sera mené en pleine conformité avec l'article 2 de l'Accord de l'OMC. Il est clair que tout cas dans lequel l'exportateur supporte le coût des droits peut entraîner une baisse du prix à l'exportation et un accroissement de la marge de dumping.

Si les importateurs ne supportent pas le coût des droits, ceux-ci ont nécessairement été supportés par l'exportateur, ce qui signifie automatiquement que leur marge de dumping a augmenté, à savoir que dans un nouveau calcul de dumping les droits supportés par l'exportateur devraient être déduits en vertu de l'article 2.10, étant donné que leur paiement constituerait une différence de coûts entre les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation.

C'est cet accroissement de la marge de dumping qui aboutirait à l'institution d'un droit additionnel ou augmenté en vertu de l'Accord.

Comme dans toute enquête de réexamen, la CE considère qu'elle est habilitée à imposer des mesures provisoires, par exemple l'enregistrement, si les conditions prévues à l'article 7 sont remplies.

Question 13 Venezuela

Il n'y a pas de délai formel, mais ces demandes sont normalement présentées relativement tôt.

Article 13

Enquêtes anticontournement

Totalité des questions

La CE considère que ses dispositions en matière d'anticoncontournement sont pleinement conformes aux dispositions pertinentes de l'OMC.

Bien que le Cycle d'Uruguay n'ait pas abouti à un accord sur un ensemble uniforme de règles en matière d'anticoncontournement, une Décision ministérielle a été prise qui reconnaît que le contournement constitue un problème. De plus, aux termes de cette Décision, il est présenté comme souhaitable de parvenir à des règles uniformes en la matière, un sentiment que la CE partage, et la question a par conséquent été portée devant le Comité des pratiques antidumping pour que ce souhait se réalise.

En attendant, la Communauté continuera de lutter contre le contournement de ses mesures antidumping. En vertu des règles révisées de la Communauté, les droits ne seront étendus qu'aux produits similaires, y compris les pièces détachées, qui proviennent du pays frappé par des mesures et qui les contournent. Les règles qui s'appliquent à ces enquêtes sont précises et incluent dans tous les cas l'établissement de l'existence d'un dumping et d'un préjudice.

Aux termes de ses dispositions, la Communauté peut agir en vertu de l'article 13.2 contre le contournement par le biais d'opérations d'assemblage dans la Communauté ou dans des pays tiers ou bien, en vertu de l'article 13.1, contre d'autres formes de contournement telles que de fausses déclarations d'origine, des importations de kits à assembler et de produits légèrement modifiés, etc., lorsque ces pratiques coïncident avec l'imposition de mesures.

Il importe de noter que des mesures ne peuvent être imposées que dans des circonstances étroitement définies, fondées sur le Code douanier de la Communauté, qui ne reconnaît pas légalement des actes dont la seule justification économique est d'éviter le paiement de droits.

Les mesures anticoncontournement seront assimilées aux droits existants et, en tant que telles, elles seront considérées comme une extension de ces derniers plutôt que comme l'imposition de nouvelles mesures. En effet, les seuls produits qui peuvent faire l'objet d'une extension de mesures sont les produits similaires, ou les produits destinés aux produits similaires, réputés provenir du pays auquel s'appliquent les mesures initiales, et qui auraient par conséquent dû être soumis à ces mesures. En tant que telles, bien entendu, ces mesures anticoncontournement seront imposées après que toutes les conditions prévues par l'Accord antidumping auront été remplies.

Néanmoins, il existe des sauvegardes supplémentaires pour l'exportateur dans la mesure où une enquête en matière de contournement ne peut être ouverte qu'à la suite d'une plainte contenant des éléments de preuve suffisants quant à l'existence d'un contournement. L'évaluation en douane sera suspendue, ou les importations enregistrées, en attendant le résultat de l'enquête qui sera achevée dans un délai de neuf mois.

De plus, il importe que le contournement coïncide approximativement avec le début de l'enquête initiale et que le produit final provienne, de la manière définie, du pays assujéti aux droits. En outre, les dispositions pertinentes exigent des preuves supplémentaires de l'existence d'un dumping et d'un préjudice, à savoir que les prix à l'exportation sont inférieurs à la valeur normale initiale et qu'ils neutralisent l'efficacité des mesures en vigueur.

Il est nécessaire de suspendre l'évaluation en douane ou d'enregistrer les importations, mécanisme en vertu duquel il n'est perçu ni dépôt en espèces ni caution, tandis que les importations sont enregistrées, afin d'être à même d'imposer et de percevoir rétroactivement des droits à la frontière de la Communauté au cas où le contournement serait constaté.

En ce qui concerne certains aspects du champ des produits visés, tant pour l'ouverture que pour l'imposition de mesures, on considère que ces questions ne peuvent être abordées qu'au cas par cas. En tout état de cause, une fois qu'une enquête en matière de contournement est ouverte, le nouveau Règlement envisage un système flexible de certificat en vertu duquel certains produits, pièces détachées ou exportateurs peuvent être écartés du champ de l'enquête lorsqu'il apparaît clairement qu'ils doivent l'être.

Article 14

Enregistrement des importations

Questions 2 Brésil, 7.1 Japon, 11, 12, 13 Etats-Unis, 2 Inde, 19 Malaisie

Au titre de l'enregistrement, les autorités douanières se contenteront de garder une trace écrite de certaines importations, de façon qu'en cas de nécessité elles fassent ultérieurement l'objet de mesures.

La notion d'enregistrement se fonde sur les termes de l'article 10.7 de l'Accord de l'OMC qui précise, eu égard à la rétroactivité, que les autorités peuvent prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires, par exemple suspendre l'évaluation en douane ou l'évaluation du droit, pour recouvrer des droits antidumping rétroactivement. Toutefois, au titre de l'enregistrement, les importateurs ne seront pas tenus de fournir des cautions ou toute garantie similaire.

En cas de nécessité, la CE appliquera l'enregistrement conformément à l'article 7 de l'Accord. Cependant, il ressort clairement de l'Accord qu'il n'y a pas lieu de toujours appliquer l'ensemble des dispositions énoncées à l'article 7, par exemple, eu égard à l'article 9.5 en vertu duquel l'enregistrement peut être appliqué et des mesures imposées rétroactivement à compter de la date d'ouverture de ce réexamen (à savoir, pas de règle des 60 jours telle que visée à l'article 7.3).

Règles d'origine

Question 12 Australie

les règles d'origine spéciales visées à l'article 14 3) ont pour simple objectif de permettre la prise rapide de décisions sur ces questions au cours d'enquêtes antidumping, ainsi que l'exigent les délais impartis, et de garantir l'efficacité des mesures.

Publication des constatations

Question 6 Thaïlande

Il convient de considérer que l'expression de l'article 14.2 du Règlement CE "synthèse des faits et considérations essentiels concernant la détermination du dumping et du préjudice" reflète précisément l'expression "de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête" utilisée à l'article 12.2 de l'Accord.

Suspension de mesures

Question 18 Malaisie

La suspension ne peut intervenir que lorsque le préjudice a temporairement cessé, ce qui en temps normal ne justifie pas l'abrogation des mesures.

Article 16

Visites de vérification

Question 20 Malaisie

Oui.

Article 17

Echantillonnage

Questions 22 et 23 Hong Kong, 21 Malaisie

L'Accord de l'OMC n'exclut pas l'utilisation de l'échantillonnage aux fins de détermination de l'existence du préjudice. Pour les mêmes raisons qui imposent de recourir à l'échantillonnage dans la détermination du dumping, celui-ci peut s'avérer nécessaire en ce qui concerne le préjudice.

Dans de nombreux cas, les parties intéressées demandent que le nombre des transactions sur lesquelles elles doivent faire un rapport soit ... et ce critère a donc été inclus.

Le recours à l'échantillonnage, par définition, débouche sur des constatations qui ne sont pas seulement applicables à ceux qui composent l'échantillon, mais à l'ensemble de la population à partir de laquelle l'échantillon a été choisi.

La CE impose un délai pour choisir l'échantillon de façon à respecter les délais globaux, y compris ceux qui sont énoncés dans l'Accord de l'OMC. Ce délai peut être étendu dans des circonstances exceptionnelles si les délais globaux ne sont pas menacés.

Article 20

Information des parties

Questions 13 Australie et 1 Pologne

L'article 20.1 traitant de l'information des parties sur les mesures provisoires va au-delà des obligations imposées par l'Accord. L'information visée ici vient en sus des renseignements détaillés fournis par le biais de l'avis au public publié conformément à l'article 12.2 de l'Accord.

En ce qui concerne l'information finale, il est dans la pratique communautaire de fournir ces renseignements par écrit aux parties intéressées au moins un mois avant d'adresser une proposition d'action au Conseil, qui doit statuer sur cette proposition dans un délai d'un mois. Les termes "dès que possible" ne font référence qu'à des situations très exceptionnelles dans lesquelles de légers

amendements sont apportés aux propositions moins d'un mois avant la proposition finale adressée au Conseil.

Ces amendements mineurs sont, toutefois, toujours communiqués aux parties avant l'action finale.

La question posée par la Pologne n'est pas tout à fait claire. Si l'accent est mis sur le fait que les parties doivent demander à être informées, la position de la CE est que cette prescription n'est pas en contradiction avec l'Accord.

Article 22

Règles spéciales applicables entre la Communauté et les pays tiers

Question 3 Pologne

Il peut s'agir de toute forme d'accord, y compris "l'Accord européen" entre la Communauté et la Pologne, et les règles sont principalement des règles de procédure, comme par exemple l'information à l'avance des pays exportateurs au regard des plaintes.

Article 24

Délais

Question 4 Pologne

Les délais propres à la Communauté ne s'appliquent qu'aux plaintes déposées après le 1er septembre 1995. Aucun délai ne s'applique aux plaintes déposées avant cette date, mais, bien entendu, les plaintes déposées après le 1er janvier 1995 sont soumises aux délais prévus par l'OMC.

Autres questions

Pays en développement

Question 2 Thaïlande

La CE confirme qu'elle tiendra dûment compte de l'article 15 de l'Accord de l'OMC.

Révision judiciaire

Questions 24 Hong Kong et 9 Etats-Unis

La CE considère qu'un système complet de révision judiciaire est prévu par le Traité de la CE. Premièrement, des poursuites peuvent être engagées en vertu de l'article 173 par ceux qui sont directement et individuellement concernés. Ces procédures sont du ressort du tribunal de première instance et peuvent faire l'objet d'un pourvoi en appel devant la Cour de justice sur des points de droit. En outre, les tribunaux nationaux peuvent être saisis de questions concernant les mesures antidumping, et peuvent, en vertu de l'article 177 du Traité, soumettre les questions d'interprétation et de validité de la législation de la CE à l'arbitrage de la Cour de justice.

Rapports défavorables des groupes spéciaux

Question 10 Etats-Unis

Par la Décision du Conseil 94/800/EC du 22 décembre 1994, la CE a accepté l'accord conclu lors du Cycle d'Uruguay, y compris le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

Réponse de la CE aux questions soulevées au titre de l'article 32.6 de l'Accord SMC sur le Règlement 3284/94 de la CE (subventions et mesures compensatoires)

Les questions suivantes ont été soulevées par d'autres Membres de l'OMC sur la législation CE régissant les subventions (Règ. (CE) 3284/94). Les questions et les projets de réponses ont été classés selon l'ordre du Règlement CE. Sur certains points, des questions similaires peuvent avoir été soulevées au sujet des dispositions du Règlement antidumping de la CE, dans ces cas, la réponse est donnée uniquement au chapitre consacré à la législation ADP.

A. QUESTIONS CONCERNANT CERTAINS ARTICLES DU REGLEMENT 3284/94

Articles 1 5), 6 1) et 7 8) - produit similaire, industrie communautaire

Questions 1 Etats-Unis et 5 Brésil

Voir la réponse de la CE aux questions sur les articles 1 et 5.

Article 4 1) - subventions accordées en amont

Question 14 Australie

En vertu de l'article 4 1), "le montant de la subvention passible de mesures compensatoires ... et calculé en termes d'avantage conféré au bénéficiaire". Le règlement tient-il compte des avantages découlant de subventions accordées en amont?

Réponse

Le Règlement CE reflète les dispositions de l'Accord à cet égard. L'article 1 2) du Règlement 3284/94, reflétant l'article VI.3 du GATT de 1994, dispose qu'un produit est réputé subventionné s'il bénéficie directement ou indirectement d'une subvention passible de mesures compensatoire au sens des articles 2 et 3. La première phrase de l'article 4.1 reproduit la disposition introductive de l'article 14 de l'Accord SMC.

Article 4 - subvention ayant cessé d'exister

Question 15 posée par l'Australie

L'article 4 dispose que "[l]e montant de la subvention passible de mesures compensatoires est ... calculé en termes d'avantage ... tel que constaté et déterminé pour la période d'enquête". Que ferait la CE dans une situation où la subvention cesserait d'être accordée après la période d'enquête mais avant la détermination finale, si aucune subvention passible de mesures compensatoires n'était accordée, ou si un nouveau programme de subventions était appliqué?

Réponse

L'article 11 6) du Règlement 3284 précise que des droits compensateurs ne seront pas institués si la subvention en question a été retirée ou ne confère plus d'avantage aux exportateurs concernés. A cet égard, la CE aurait à s'assurer que le programme en question a été supprimé ou modifié afin d'éliminer la subvention concernée et qu'aucun avantage ne continue à revenir au bénéficiaire de la subvention (comme il pourrait se produire lorsque la subvention est liée à l'acquisition, présente ou future, d'actifs immobilisés (article 4 3) d) du Règlement). En ce qui concerne le remplacement de la subvention par un nouveau programme, la CE procéderait au cas par cas, conformément aux dispositions de l'article 19 de l'Accord.

Article 5 3) - dépression des prix

Question 5 posée par les Etats-Unis

Voir la réponse de la CE à la question portant sur l'article 3 du Règlement antidumping.

Article 5 4) - cumul

Questions 2 et 3 posées par les Etats-Unis

Voir la réponse de la CE à la question portant sur l'article 3 du Règlement antidumping.

Article 5 5) - évaluation de tous les facteurs économiques pertinents

Questions 4 Etats-Unis et 1 Argentine

Voir la réponse de la CE à la question portant sur l'article 3 5) du Règlement antidumping.

Article 7 8) - opposition d'un plaignant

Question posée par le Canada

Voir la réponse de la CE aux questions 4 et 5 posées par le Canada au sujet de l'article 5 du Règlement antidumping.

Article 7 9) - solution mutuellement convenue

Question 2 Argentine

L'article 7.9 du Règlement prévoit que la Commission, avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, avise les pouvoirs publics du pays d'origine ou d'exportation et les invite à engager des consultations dans le but de clarifier la situation et d'arriver à une solution mutuellement convenue. Que faut-il entendre par "solution mutuellement convenue"?

Réponse

Cet article reproduit les dispositions de l'article 13.1 de l'Accord. La CE attache une grande importance à la fonction de "clarification" de ces consultations, comme moyen d'éviter l'ouverture ou la poursuite de procédures dénuées de fondement. Quant à la "solution mutuellement convenue",

elle ne peut être issue que des faits propres à chaque cas particulier, ce qui est inhérent à la nature de cette "solution".

Article 7 10) - ouverture d'une enquête de la propre initiative des autorités

Question posée par le Canada

Voir la réponse de la CE à la question 7 posée par le Canada sur l'article 5 6) du Règlement antidumping.

Article 7 11) - caractère négligeable du volume des importations

Question posée par le Canada (identique à la question 6 sur l'article 5 7) du Règlement antidumping), question 3 posée par l'Argentine, question 6 posée par le Brésil, question 1 posée par la Nouvelle-Zélande

- Comment la CE explique-t-elle les dispositions énoncées aux articles 7.11 et 11.4 et leur conformité avec la définition du "volume négligeable", telle qu'elle figure dans l'Accord (Brésil)?
- L'article 7.11 du Règlement stipule qu'une procédure ne doit pas être engagée "contre les pays dont les importations représentent une part de marché inférieure à 1 pour cent, à moins que collectivement ces pays ne représentent 3 pour cent, ou plus, de la consommation communautaire"; cet élément n'est pas prévu dans l'Accord.

Sur quoi est fondée son insertion dans le Règlement? (Argentine)

- Article 7: ouverture de la procédure, paragraphe 11. La CE prévoit que des procédures ne doivent pas être engagées contre des pays dont les importations représentent une part de marché inférieure à 1 pour cent, à moins que ces pays représentent collectivement 3 pour cent ou plus de la consommation communautaire. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC prévoit que la clôture de l'enquête sera immédiate lorsque le volume des importations subventionnées est négligeable. Il ne précise pas ce qu'est un volume négligeable sauf dans le cas des pays en développement Membres (voir paragraphe 27.10 b) de l'Accord), où ce volume est défini en pourcentage des importations. Pour quel motif la CE a-t-elle retenu les chiffres de 1 et de 3 pour cent concernant la part de marché? (Nouvelle-Zélande)

Réponse

L'article 11 9) de l'Accord SMC ne précise pas quel volume d'importations est réputé négligeable. Pour les pays en développement, l'article 11 4) du Règlement s'appliquera dans les circonstances où il est plus favorable à l'exportateur.

Article 7 12) - retrait d'une plainte avant l'ouverture d'une enquête

Question posée par le Canada

Voir la réponse de la CE à la question 7 posée par le Canada sur l'article 5 du Règlement antidumping.

Article 8 5) - auditions, éléments de preuve présentés oralement

Question 1 Thaïlande

- Q.1 Pourquoi n'est-il pas exigé que les renseignements présentés oralement au titre de l'article 8.5 du Règlement soient ultérieurement reproduits par écrit et mis à la disposition des autres parties, comme il est demandé à l'article 12.2 de l'Accord?
- Q.2 Cela n'empêche-t-il pas les autres parties de prendre connaissance des renseignements fournis oralement et ainsi de pouvoir pleinement défendre leurs intérêts, en contestant ces renseignements le cas échéant?
- Q.3 Pourquoi la présentation des éléments de preuve par écrit est-elle exigée seulement à l'article 8.6 du Règlement, alors qu'il est plus important de garantir la présentation des renseignements par écrit quand une seule partie est présente que lorsque les parties ayant des intérêts contraires sont présentes et savent ce qui est dit?
- Q.4 En tout état de cause, l'article 12.2 de l'Accord prévoyant que les décisions des autorités chargées de l'enquête ne pourront être fondées que sur les renseignements et arguments figurant au dossier et qui auront été mis à la disposition des Membres intéressés et des autres parties, quel usage sera-t-il fait des renseignements fournis oralement au titre de l'article 8.5 s'il n'est pas satisfait à cette prescription?

Réponse

La CE agira conformément à l'ensemble des dispositions de l'Accord. La CE ne tiendra pas compte des renseignements fournis par les parties au cours d'une enquête à moins qu'ils ne soient présentés par écrit et qu'ils ne soient, tels quels ou sous la forme d'un résumé non confidentiel, exposés dans le dossier non confidentiel.

Article 8 7) - examen des renseignements non confidentiels

Question 2 Thaïlande

- Q.1 Pourquoi aucune distinction n'est-elle établie entre les parties participant à l'enquête et les autres parties intéressées quant à la possibilité de prendre connaissance des renseignements non confidentiels?

Réponse

Les renseignements non confidentiels sont mis à la disposition des parties intéressées en vertu de l'article 8 7) et la Communauté ne considère pas qu'il y ait lieu d'établir une distinction entre ces parties.

- Q.2 Etant donné que les seuls renseignements dont la CE permet de prendre connaissance sont les renseignements non confidentiels fournis par les autres parties intéressées, ces renseignements ne devraient-ils pas être mis sans restriction à la disposition des parties participant à l'enquête, comme il est demandé à l'article 12.1.2 de l'Accord, c'est-à-dire sur simple demande plutôt que sur demande écrite dans laquelle les parties doivent montrer que ces renseignements sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers?

- Q.3 La CE n'est-elle pas consciente du fait que les dispositions de l'article 12.3 de l'Accord, sur lequel l'article 8.7 du Règlement de la CE semble fondé, font référence à tous les renseignements non confidentiels qui doivent être mis à la disposition de toutes les parties intéressées, et qu'appliquer aux parties participant à l'enquête les dispositions de l'article 12.3 de l'Accord n'est pas seulement contraire à l'Accord lui-même mais peut aussi être considéré comme une tentative visant à dissuader les parties intéressées de chercher à obtenir des renseignements et d'exprimer leurs vues à leur sujet afin de défendre leurs intérêts, accroissant ainsi le pouvoir discrétionnaire de la Commission?

Réponse

La CE considère que non seulement l'article 12.1.2, mais aussi l'article 12.3 sont applicables à cet égard. En vertu de l'article 12.3 de l'Accord SMC, il est clair que les parties intéressées peuvent avoir accès aux renseignements "qui sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers". La Communauté ne considère pas qu'il soit excessif d'exiger des parties qu'elles formulent par écrit leur demande de prendre connaissance du dossier non confidentiel. Cette exigence tient à des considérations administratives, et toute demande formulée par une partie intéressée sera acceptée.

Article 10 1) ii) - cessation des exportations

Questions 4 Argentine, 7 Brésil

- Parmi les formes d'engagement énumérées à l'article 10.1 ii) du Règlement, figure l'engagement de "ne plus exporter", qui n'est pas prévu à l'article 18 de l'Accord.

Comment cet engagement est-il compatible avec l'Accord? (Argentine)

- Comment la CE explique-t-elle l'inclusion à l'article 10.1 ii) du Règlement (CE) 3284/94 du Conseil concernant les engagements en matière de prix, de la possibilité de ne plus exporter? Quel est le fondement juridique de cette disposition au regard de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires? (Brésil)

Réponse

Si un exportateur cesse volontairement les exportations de produits bénéficiant de subventions, il ne peut plus causer un dommage important à la branche de production nationale. L'imposition des droits n'a donc plus de raison d'être. Cette disposition est corroborée à l'article 18.1 a) de l'Accord SMC, en vertu duquel une enquête peut être close sans imposition de mesures si les pouvoirs publics "conviennent d'éliminer ou de limiter la subvention, ou de prendre d'autres mesures en ce qui concerne ses effets; ..."

Article 11 1) - retrait de plaintes

Question posée par le Canada

Voir la réponse de la CE à la question 8 posée par le Canada sur l'article 9 1) du Règlement antidumping.

Article 11 4) - application du critère du volume négligeable aux pays en développement

Question 16 Australie

Les critères utilisés pour définir un volume négligeable, indiqués à l'article 11 4), s'appliquent-ils à tous les pays en développement ou seulement à ceux qui sont Membres de l'OMC, conformément à l'article 27.10 b) de l'Accord sur les subventions?

Réponse

Les critères du volume visés à l'article 11 4) sont applicables à tous les pays en développement, mais l'obligation stipulée à l'article 27.10 b) sera respectée en ce qui concerne les pays en développement Membres de l'OMC.

Article 11 6) - avantage effectif

Question 17 Australie

L'article 11 6) dispose que "[l]e montant du droit compensateur ne doit pas excéder le montant des subventions passibles de mesures compensatoires ... dont il a été constaté que les exportateurs tirent un avantage". Est-il nécessaire en conséquence d'évaluer si un exportateur a effectivement tiré un avantage de la subvention?

Réponse

Une subvention n'existe que s'il y a un avantage conféré au bénéficiaire. Dans certains cas, il ne sera pas possible de calculer un droit individuel pour chaque exportateur (voir par exemple les articles 11 7) et 11 8)).

Article 11 6) - absence de consultation en cas d'imposition de droits définitifs

Question 3 Thaïlande

- Pourquoi n'est-il pas stipulé qu'il est nécessaire de mener à leur terme des consultations avec le Membre intéressé avant qu'un droit compensateur puisse être imposé?
- La CE n'est-elle pas consciente du fait que des consultations peuvent être particulièrement appropriées à la fin d'une enquête, étant donné que beaucoup de Membres intéressés peuvent avoir des doutes en ce qui concerne le calcul de la subvention et l'existence d'un dommage et seraient davantage prêts à engager des consultations sérieuses une fois que ces doutes auraient été levés?

Réponse

L'article 8 10) du Règlement prévoit bien la possibilité de tenir des consultations à n'importe quel stade d'une procédure engagée en matière de droits compensateurs, et ces consultations peuvent être répétées tout au long de la procédure. En tout état de cause, les constatations d'une enquête seront aussi communiquées au pays concerné conformément aux dispositions de l'article 21.

Article 13 B - éléments de preuve suffisants justifiant un réexamen intermédiaire

Questions 5 et 6 Etats-Unis

- Quels éléments présentés seront réputés "éléments de preuve suffisants" justifiant l'engagement d'un réexamen intermédiaire?
- Comment la CE procédera-t-elle pour savoir si les droits ont ou n'ont pas "suffisamment modifié le prix de revente" du produit importé dans la Communauté?

Réponse

A ce stade, il est impossible de fournir un modèle général dans l'abstrait. Ces critères seront appliqués au cas par cas. En règle générale, une "modification insuffisante" est constatée si l'augmentation du prix de revente ne correspond pas au montant du droit compensateur imposé.

Article 14 - contournement

Question posée par le Canada (question 10 identique sur l'article 13 du Règlement antidumping), question 4 posée par la Thaïlande, question 5 Argentine

Le gouvernement thaïlandais estime que l'UE n'avait pas le droit d'adopter l'article 14 de son règlement sur les subventions étant donné qu'aucun consensus ne s'est dégagé sur l'anticonournement. Toutefois, pour information, et puisque les dispositions de l'article 14.1 du Règlement sont assez vagues, la CE pourrait-elle donner des exemples concrets de ce qui, pour elle, constitue un contournement? (Thaïlande)

Comment le "contournement", qui fait l'objet de l'article 14 du Règlement, est-il compatible avec l'Accord antidumping? (Argentine)

Réponse

L'UE n'a pas encore eu à traiter de cas de contournement de droits compensateurs, il est donc impossible de fournir des exemples concrets. Quant au rapport entre l'article 14 du Règlement et l'Accord SMC, ce dernier ne contient aucune disposition faisant obstacle à l'adoption et à l'application d'une disposition anticonournement. (Voir la réponse aux questions sur l'article 13 du Règlement antidumping.) En effet, la CE considère que les droits compensateurs doivent être appliqués d'une façon qui empêche effectivement le dommage causé par une subvention passible de mesures compensatoires. Si les mesures, pour quelque raison que ce soit, ont été conçues de telle façon qu'elles ne sont pas efficaces, il est parfaitement conforme à l'Accord de les modifier pour les rendre efficaces.

Article 24 i) - accords avec des pays tiers

Question 3 posée par la Pologne (voir la réponse faite au sujet du Règlement antidumping)

B. QUESTIONS CONCERNANT CERTAINS ARTICLES DE L'ACCORD SMC

Article 8 2) de l'Accord SMC - subventions ne donnant pas lieu à une action

Question H Chili

Comment est-il donné effet aux obligations imposées par l'article 8.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

Les prescriptions de l'article 8 2) de l'Accord SMC sont reproduites à l'article 3, paragraphes 7, 8 et 9.

Article 11 9) de l'Accord SMC - clôture immédiate

Question 6 Etats-Unis

Comment est-il tenu compte, dans le Règlement sur les subventions, des dispositions de l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (qui prévoit la clôture immédiate dans les cas où le volume des importations subventionnées, réel ou potentiel, ou le dommage, est négligeable)?

Réponse

Les dispositions de l'article 11 9) de l'Accord SMC sont reproduites à l'article 11 3) du Règlement CE.

Article 13 1) de l'Accord SMC

Question posée par l'Inde

Comment les autorités entendent-elles ménager aux Membres dont le produit peut faire l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs une possibilité de procéder à des consultations, comme le prévoit le paragraphe 1 de l'article 13 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

La CE, en vertu de l'article 7 9) du Règlement CE, avisera le pays concerné et l'invitera à procéder à des consultations, normalement par l'intermédiaire de sa représentation à Bruxelles.

Article 14 de l'Accord SMC - calcul

Question G Chili

Quelle est la méthode prévue dans la législation nationale pour calculer le montant d'une subvention qui fait l'objet d'une enquête conformément à l'article 14 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

Les dispositions régissant le calcul du montant d'une subvention sont visées à l'article 4 du Règlement 3284/94, qui reflète les dispositions de l'Accord.

Article 15 2) - contenu des publications

Question 5 Thaïlande

- Q.1 Pourquoi est-il prévu que les règlements publiés contiendront seulement une synthèse des faits et considérations essentiels concernant la détermination de la subvention passible de mesures compensatoires et du préjudice et non "les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments" dans le cas de mesures provisoires, comme il est demandé à l'article 22.4 de l'Accord, ni "les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des Membres intéressés et des exportateurs et des importateurs" dans le cas de l'imposition d'un droit définitif ou de l'acceptation d'un engagement, comme il est demandé à l'article 22.5 de l'Accord?
- Q.2 Sinon, au cas où l'exposé détaillé des points de fait et de droit ou des raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations serait jugé trop long pour être inclus dans le Règlement, pourquoi n'est-il pas stipulé qu'il peut être publié dans un rapport distinct, comme il est prévu dans la note de bas de page 53 de l'Accord?
- Q.3 La CE n'est-elle pas consciente du fait qu'en l'absence d'une obligation de publier tous les détails concernant les points de fait et de droit ou les raisons de l'acceptation ou du rejet de tous les arguments ou allégations pertinents, conformément à l'article 22 de l'Accord, remplacée par une obligation de publier une synthèse de ceux que la Commission aura jugé pertinents, il est réellement à craindre que des arguments ou des allégations soient négligés, ou même manipulés, afin d'appuyer, ou de ne pas contredire, les conclusions adoptées par la Commission?

Réponse

Voir la réponse de la CE à la question 6 posée par la Thaïlande sur l'article 14.2 du Règlement antidumping.

Article 23 de l'Accord SMC - révision judiciaire

Question 9 Etats-Unis (comme pour le Règlement antidumping)

Le règlement relatif aux droits compensateurs de la Communauté ne contient pas de dispositions régissant expressément le réexamen de décisions administratives finales en matière de droits compensateurs, visées à l'article 23 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Quelles sont les dispositions juridiques qui prévoient le réexamen judiciaire des procédures en matière de droits compensateurs?

Réponse

La CE considère qu'un système complet de révision judiciaire est prévu par le Traité de la CE. Premièrement, des poursuites peuvent être engagées en vertu de l'article 173 par ceux qui sont directement et individuellement concernés. Ces procédures sont du ressort du tribunal de première instance et peuvent faire l'objet d'un pourvoi en appel devant la Cour de justice sur des points de droit. En outre, les tribunaux nationaux peuvent être saisis de questions concernant les mesures compensatoires, et peuvent, en vertu de l'article 177 du Traité, soumettre les questions d'interprétation et de validité de la législation de la CE à l'arbitrage de la Cour de justice.